

# MÉCANISME SPÉCIAL DE DONS EN FAVEUR DES PEUPLES AUTOCHTONES ET DES POPULATIONS LOCALES



**DGM**



# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
ABRÉVIATIONS	2
LE MÉCANISME SPÉCIAL DE DONNS, C'EST QUOI ?	3
VUE D'ENSEMBLE DU PROJET	6
LE DGM EN AFRIQUE	8
• BURKINA FASO	10
• CÔTE D'IVOIRE	11
• RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	12
• GHANA	13
• MOZAMBIQUE	14
• RÉPUBLIQUE DU CONGO	15
LE DGM EN ASIE	16
• INDONÉSIE	18
• RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	19
• NÉPAL	19
LE DGM EN AMÉRIQUE LATINE	20
• BRÉSIL	22
• MEXIQUE	24
• ÉQUATEUR	25
• GUATEMALA	25
• PÉROU	26
PROJET MONDIAL D'APPRENTISSAGE ET D'ÉCHANGE DES CONNAISSANCES	28
FINANCEMENT	32
PERSPECTIVES D'AVENIR : LA 3 <sup>E</sup> ANNÉE DU DGM	33
COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL	33

Ce rapport a été préparé dans les différentes langues du Projet DGM. En cas de divergence entre la version anglaise et les autres versions linguistiques, c'est la version anglaise qui prévaudra.

Photo © Conservation International/photo de Trond Larsen

## AVANT-PROPOS

Au cours de sa deuxième année, le Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales (DGM) a démontré avec succès comment les peuples autochtones et les communautés locales (PAPL) peuvent jouer un rôle de leadership dans la gouvernance et la mise en œuvre du financement climatique. Au cours de cette année, le DGM a franchi une étape importante avec l'approbation par la Banque mondiale de plus de la moitié du financement alloué au mécanisme. Avec l'aide de leurs agences d'exécution, les dirigeants des PAPL du DGM ont démontré leur capacité à gérer ce financement de façon à la fois efficace et responsable, en collaboration avec les gouvernements et les acteurs non-étatiques, de manière à renforcer les capacités des membres de leurs communautés à participer au Programme d'investissement pour la forêt (FIP) et à d'autres initiatives relatives à la réduction des émissions issues de la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+).

À mesure que le DGM progresse, le renforcement des capacités s'avère un élément clé de chacun des projets. Le DGM travaille directement avec les PAPL et les organisations compétentes pour s'assurer qu'elles disposent de toutes les connaissances et compétences nécessaires pour participer non seulement au DGM, mais aussi à d'autres mécanismes de financement potentiels. Cette participation peut aller de la rédaction de propositions à une gestion financière prudente et transparente et au-delà. Les PAPL ont la capacité d'être des acteurs clés dans la lutte contre les changements climatiques et le DGM les aide à réaliser et faire la démonstration de ce potentiel. Dans plusieurs pays, le DGM a travaillé avec les gouvernements nationaux pour combiner les efforts des projets nationaux avec les contributions déterminées au niveau national (CDN) de leurs pays, qui constituent l'élément central de l'Accord de Paris. Au fur et à mesure que ces projets commenceront à enregistrer des résultats, le DGM pourra démontrer clairement sa valeur aux niveaux national et international.

L'un des aspects les plus intéressants dans la conception du DGM au niveau des pays est son approche échelonnée. Chaque projet national du DGM peut démarrer dès qu'il a rempli certains critères. À mesure que les projets de nouveaux pays démarrent, ils peuvent tirer des leçons de ceux qui les ont précédés. Les nouveaux projets nationaux pourront apprendre comment le DGM Brésil gère des sous-projets à travers le vaste Cerrado, comment le projet DGM en République démocratique du Congo facilite la gestion des différends au niveau local, et comment le DGM Burkina Faso évalue les propositions de sous-projets de manière à tenir compte des questions de genre et d'inclusion sociale. Les opportunités de ce type d'échanges de connaissances ont été une priorité pour le DGM cette année et continueront de l'être à mesure que le programme ira de l'avant.

Parmi ces opportunités figurent notamment les échanges de connaissances animés par le Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances du DGM (Projet mondial du DGM). Cet exercice marque aussi la fin de la première année de ces échanges, qui a donné lieu à l'organisation d'un échange mondial et d'échanges régionaux en Afrique, Asie et Amérique latine. Au travers de ces échanges, 97 dirigeants des PAPL, issus à la fois de pays membres et non-membres du DGM, se sont réunis pour partager leurs connaissances et en apprendre davantage sur le travail du DGM et d'autres thèmes clés liés à la foresterie et aux changements climatiques.

Alors que démarre la troisième année du programme, le DGM entre dans une nouvelle ère de leadership. Après deux années de direction et de supervision exemplaires assurées par les co-présidents initiaux du Comité de pilotage international (GSC), Grace Balawag et Kapupu Diwa, les membres du GSC ont choisi Mina Setra, d'Indonésie et Idrissa Zeba du Burkina Faso pour leur succéder pour les deux prochaines années. Grâce à ce transfert périodique de pouvoir, le DGM bénéficiera des nombreux points de vue et des décennies d'expérience possédées collectivement par les membres du GSC.

Au cours de l'année à venir, l'une des priorités majeures du DGM sera la recherche d'un financement supplémentaire pour élargir la portée du DGM et le maintenir au-delà de 2020. Tel qu'il est actuellement structuré, le DGM offre actuellement une solide démonstration du principe d'accès direct des PAPL au financement climatique, mais il a la capacité d'avoir un impact beaucoup plus important. En avril 2017, le GSC a créé un Groupe de travail Durabilité afin d'identifier et de rechercher des possibilités de financement complémentaire. Le leadership des membres du groupe sera inestimable pour permettre de poursuivre et de développer la participation des PAPL aux efforts mondiaux liés aux changements climatiques et à la foresterie.

Les Co-présidents du Comité de pilotage international du DGM :



**Kapupu Diwa**  
2015-2017  
DRC



**Grace Balawag**  
2015-2017  
Pays non-membre du FIP  
(Philippines)



**Idrissa Zeba**  
2017-2019  
Burkina Faso



**Mina Setra**  
2017-2019  
Indonésie



ABRÉVIATIONS

<b>AIDSESP</b>	Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne
<b>CAA/NM</b>	Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas
<b>CI</b>	Conservation International
<b>CIF</b>	Fonds d'investissement climatiques
<b>CONAP</b>	Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou
<b>COP</b>	Conférence des Parties (à la CCNUCC)
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>DGM</b>	Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales
<b>DGM [Pays]</b>	Projet national du DGM en [nom du pays]
<b>Projet mondial du DGM</b>	Projet mondial du DGM – Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances du DGM
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>FIP</b>	Programme d'investissement pour la forêt (des Fonds d'investissement climatiques)
<b>GEA</b>	Agence d'exécution internationale (du Projet mondial du DGM)
<b>GSC</b>	Comité de pilotage international (du Programme du DGM et du Projet mondial)
<b>PAPL</b>	Peuples autochtones et populations locales
<b>UICN</b>	Union internationale pour la conservation de la nature
<b>NEA</b>	Agence d'exécution nationale (d'un Projet national du DGM)
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>NSC</b>	Comité de pilotage national (d'un Projet national du DGM)
<b>REDD+</b>	Réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts
<b>REPALEF</b>	Réseau des populations autochtones pour la gestion durable des écosystèmes forestiers en RDC
<b>SB46</b>	46e Conférence des organes subsidiaires à la CCNUCC
<b>TTL</b>	Chef d'équipe de projet (Banque mondiale)
<b>CCNUCC</b>	Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
<b>UNPFII</b>	Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies
<b>WWF</b>	Fonds mondial pour la nature

LE MÉCANISME SPÉCIAL DE DONS, C'EST QUOI ?

Les forêts assurent plusieurs rôles essentiels dans notre écosystème mondial. Elles accueillent une grande partie de la biodiversité mondiale, fournissant des ressources importantes notamment pour répondre aux besoins de nourriture, de logement et de médicaments. Elles fournissent des moyens de subsistance à environ un homme sur quatre sur la planète. Elles servent également de puits de carbone, en absorbant le dioxyde de carbone de l'atmosphère et en le convertissant en biomasse. Malheureusement, la déforestation et la dégradation des forêts sont en train de détruire rapidement les nombreux avantages qu'elles procurent.

Pour relever ce défi, le Programme d'investissement forestier (FIP) des Fonds d'investissement climatiques (CIF) travaille depuis 2009 à soutenir les efforts des pays en développement visant à mettre en œuvre leurs plans nationaux de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+). La protection des droits des peuples autochtones et des communautés locales (PAPL) et le renforcement des moyens de subsistance constituent une composante importante de la conception du FIP. Les PAPL ont longtemps assuré le rôle de gardiens des forêts mondiales, puisant dans des siècles de connaissances et d'expériences traditionnelles pour gérer leurs ressources naturelles de manière durable. Lors de la conception du FIP, des acteurs clés des PAPL, en collaboration avec la Banque mondiale et d'autres partenaires, ont élaboré le Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales (DGM), un programme de 80 millions USD conçu et dirigé par les PAPL pour renforcer leurs capacités à participer au Programme d'investissement pour la forêt et à d'autres programmes et processus REDD+.

Le DGM, qui constitue la plus grande initiative mondiale REDD+ conçue et mise en œuvre par et pour les PAPL, offre une occasion importante de démontrer le rôle qu'ils peuvent jouer dans la gestion durable de leurs forêts locales et dans les négociations et décisions en cours aux niveaux national et international.

GOUVERNANCE DU DGM

En juin 2017, le DGM avait déjà attribué des financements à 15 projets, parmi lesquels un Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances (Projet mondial du DGM) et 15 projets nationaux, sélectionnés parmi les 23 pays pilotes du FIP. Chaque projet, une fois approuvé, comprend un comité de pilotage et une agence d'exécution. Les comités de pilotage, composés principalement de représentants des PAPL issus des régions forestières ciblées, conçoivent le projet et supervisent sa mise en œuvre. Ils servent également le rôle d'ambassadeurs du programme dans les communautés bénéficiaires, en répondant aux questions sur le programme et en veillant à la transparence et à la responsabilisation. Les agences d'exécution sont des organisations reconnues qui travaillent avec les comités de pilotage pour mettre en œuvre leur vision stratégique, dans le respect des mesures de sauvegarde environnementale et sociales ainsi que des normes du programme en matière de gestion administrative et financière.

Chacun des projets nationaux agit indépendamment, en progressant à son rythme vers ses propres objectifs. Ces objectifs sont conçus en fonction de leurs contextes nationaux spécifiques, mais en définitive ils contribuent tous à la mission globale du DGM, qui est de renforcer la participation au FIP et à d'autres programmes REDD+. Vous trouverez plus de détails sur les projets nationaux du DGM aux pages 6-27.

Le Projet mondial du DGM assure un rôle de coordination en réunissant à la fois des représentants des PAPL de pays du DGM et de pays non-membres du DGM pour échanger des connaissances et renforcer leurs capacités d'intervention aux niveaux régional et international. Il apporte également une aide aux projets nationaux du DGM, en leur permettant d'apprendre les uns des autres pour une mise en œuvre plus efficace et de coordonner leurs communications et leurs rapports. En raison de sa nature transversale, on pourra trouver des détails sur le Projet mondial du DGM dans l'ensemble de ce rapport, cependant un calendrier des principales activités pourra être trouvé aux pages 30-31.



Photo © Conservation International/photo de John Martin

Photo © Conservation International/photo de Patricia Dumme



## PRINCIPAUX ACTEURS

**Le Comité de pilotage international (GSC)**, composé de représentants de chaque NSC mis en place et d'un représentant autochtone d'un pays non-membre du FIP, assure, dans une perspective programmatique, la coordination de la conception, de la mise en œuvre et des communications du DGM entre les projets. Le GSC dirige également et supervise le Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances. Ses membres représentent aussi le programme du DGM lors d'événements internationaux de premier plan.

**L'agence d'exécution internationale (GEA)** assure le rôle de Secrétariat du GSC, met en œuvre la vision du Projet mondial du DGM, facilite les échanges entre les pays pilotes du DGM et au-delà, et soutient les projets nationaux pour assurer une mise en œuvre cohérente et efficace dans l'ensemble du Programme du DGM.

**Les Comités de pilotage nationaux (NSC)**, composés principalement de représentants des PAPL, dirigent et supervisent les Projets nationaux du DGM. Ils jouent également un rôle critique en représentant le DGM au niveau local auprès des communautés participantes et aux niveaux national et international en partageant leurs expériences avec les parties prenantes et d'autres parties intéressées.

**Les agences nationales d'exécution (NEA)** assurent le rôle de Secrétariats de leurs NSC respectifs, mettant en œuvre les visions de leurs NSC. Elles assurent un renforcement des capacités, un soutien technique et une supervision administrative pour aider les communautés à concevoir et à mettre en œuvre des initiatives qui reflètent les priorités communautaires.

En tant que dirigeants, parties prenantes et principaux bénéficiaires du DGM, **les peuples autochtones et les populations locales (PAPL)** sont au cœur de toutes les activités du DGM. Ils choisissent des représentants qui participent aux comités de pilotage du DGM, élaborent et mettent en œuvre des projets en utilisant le financement du DGM, et renforcent leurs capacités à participer aux débats sur les changements climatiques et la foresterie aux niveaux national et international.

## FINANCEMENT DES INITIATIVES DES PAPL

**Les peuples autochtones et les populations locales (PAPL)** sont les parties prenantes les plus importantes du DGM. Ils déterminent les priorités des projets DGM par le biais de leurs représentants au sein des comités de pilotage de projet, conçoivent et mettent en œuvre des initiatives à l'appui de ces priorités, et renforcent leurs capacités pour participer plus activement aux débats sur les changements climatiques et la foresterie du niveau local au niveau mondial. Grâce à leur leadership et à leur participation à ces activités, ils tiennent les équipes de projets DGM informées des progrès qu'ils ont réalisés et des difficultés auxquelles ils sont encore confrontés.

**Les Projets DGM**, composés chacun d'un comité de pilotage et d'une agence d'exécution (présentés en détail sur la page précédente), apportent un soutien financier, administratif et technique aux PAPL participants, pour leur permettre de faire avancer leurs propres priorités de façon transparente et efficace. L'objectif ultime des projets DGM est de renforcer les capacités des PAPL à participer au Programme d'investissement pour la forêt (FIP) et à d'autres initiatives liées à la réduction des émissions issues de la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+) aux niveaux local, national et mondial. À mesure que les projets du DGM travaillent pour atteindre cet objectif, ils ont également la responsabilité de tenir la Banque mondiale et les autres parties prenantes informées des progrès du projet.

**Le Programme d'investissement pour la forêt (FIP)**, un guichet de financement des Fonds d'investissements climatiques (CIF) fournit un financement pour soutenir la réduction des émissions issues de la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+) dans les pays en développement. Au cours de la conception du FIP, les parties prenantes ont identifié la nécessité de faire participer les PAPL, ce qui a conduit à la création du DGM dans le cadre du guichet de financement du FIP. Le Sous-comité du FIP a approuvé le Document de conception du DGM et est chargé de l'approbation de tous les projets du DGM. L'Unité administrative des CIF compile des informations sur le DGM et d'autres programmes et les communique aux donateurs et aux autres parties prenantes.

**La Banque mondiale** assure le rôle de banque multilatérale de développement (BMD) chargée de la mise en œuvre du DGM. Cela a été demandé par les principales parties prenantes PAPL après un travail collaboratif avec la Banque mondiale pour concevoir et préparer le DGM. La Banque mondiale affecte les fonds du DGM et assure une supervision technique, fiduciaire et institutionnelle. De plus, elle a un rôle d'observateur au sein des comités de pilotage du DGM. La Banque mondiale soutient la responsabilisation du DGM en donnant régulièrement au FIP des informations sur l'utilisation des fonds et les progrès réalisés.



BAILLEURS DE FONDS :



ROYAUME-UNI



ÉTATS-UNIS



NORVÈGE



JAPON



AUSTRALIE



SUÈDE

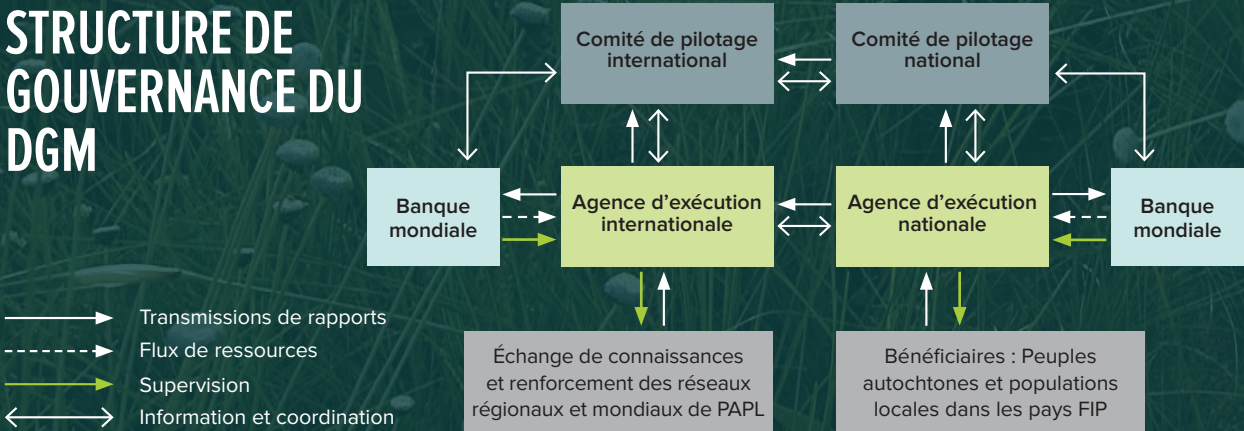


ESPAGNE



DANEMARK

## STRUCTURE DE GOUVERNANCE DU DGM





# PROJETS NATIONAUX

Afin de renforcer efficacement la capacité des PAPL, il est essentiel que le DGM tienne compte des contextes locaux et nationaux. Le programme parvient à cet objectif au travers d'un ensemble de projets qui ciblent 14 pays pilotes :

<b>Brésil</b>	<b>Équateur</b>	<b>Mexique</b>
<b>Burkina Faso</b>	<b>Ghana</b>	<b>Mozambique</b>
<b>Côte d'Ivoire</b>	<b>Guatemala</b>	<b>Népal</b>
<b>République démocratique du Congo</b>	<b>Indonésie</b>	<b>Pérou</b>
	<b>République démocratique populaire lao</b>	<b>République du Congo</b>

Si chacun des projets nationaux contribue à l'objectif global du DGM consistant à renforcer les capacités des PAPL à participer au FIP et aux autres processus REDD+, chacun d'entre eux a la possibilité de se développer en fonction des priorités et des besoins spécifiques de leurs communautés cibles. Certains d'entre eux mettent l'accent sur le renforcement du régime foncier, tandis que d'autres favorisent la gestion durable des ressources.

Le renforcement des capacités est un élément essentiel de chacun des projets nationaux. Les projets nationaux du DGM apportent un soutien technique et administratif aux communautés de PAPL et aux organisations de terrain pour les aider à faire avancer plus efficacement leurs propres priorités en matière de changements climatiques et de foresterie durable.

Dans chaque pays, un Comité de pilotage national (NSC), composé de représentants de PAPL choisis par leurs communautés, oriente et supervise le DGM. Le NSC a pour responsabilité de sélectionner une agence d'exécution nationale (NEA) chargée d'aider à la mise en œuvre du projet conformément aux priorités de la communauté.

## PROJET MONDIAL D'APPRENTISSAGE ET D'ÉCHANGE DES CONNAISSANCES

**Le Projet mondial d'apprentissage et d'échange de connaissances (Projet mondial du DGM)** a été conçu pour faciliter la participation des PAPL d'un plus grand nombre de pays et faire avancer les objectifs du DGM aux niveaux régional et mondial. Sous la direction du Comité de pilotage international et avec le soutien de l'Agence d'exécution internationale (comme détaillé en page 4), le Projet mondial du DGM assume les rôles suivants :

**Sensibilisation mondiale et partage de l'information** – Le Projet mondial du DGM facilite les communications et l'échange de connaissances à la fois au sein du DGM et avec les parties externes. Cela englobe le renforcement des capacités et les efforts connexes visant à renforcer les réseaux mondiaux et régionaux de PAPL pour assurer un flux d'informations plus efficace à l'intérieur de la communauté élargie des PAPL.

**Services techniques et de secrétariat** – Le projet facilite la supervision et le leadership effectifs du Comité de pilotage international en organisant des réunions annuelles et en apportant un soutien continu à ses efforts. Le Projet mondial du DGM soutient également la mise en place et la mise en œuvre effective des projets nationaux du DGM.

**Planification, suivi et notification** – Le Projet mondial du DGM supervise un cadre de suivi et de notification coordonné pour démontrer les progrès programmatiques du DGM dans le sens de son objectif ultime, accroître le rôle des PAPL dans le FIP et d'autres processus REDD+ aux niveaux local, national et mondial.

## COMMENT S'ORGANISE UN PROJET NATIONAL DU DGM





# LE DGM EN AFRIQUE



Les participants à l'Échange régional Afrique en 2016 à Ouagadougou. Crédit photo : Projet mondial du DGM

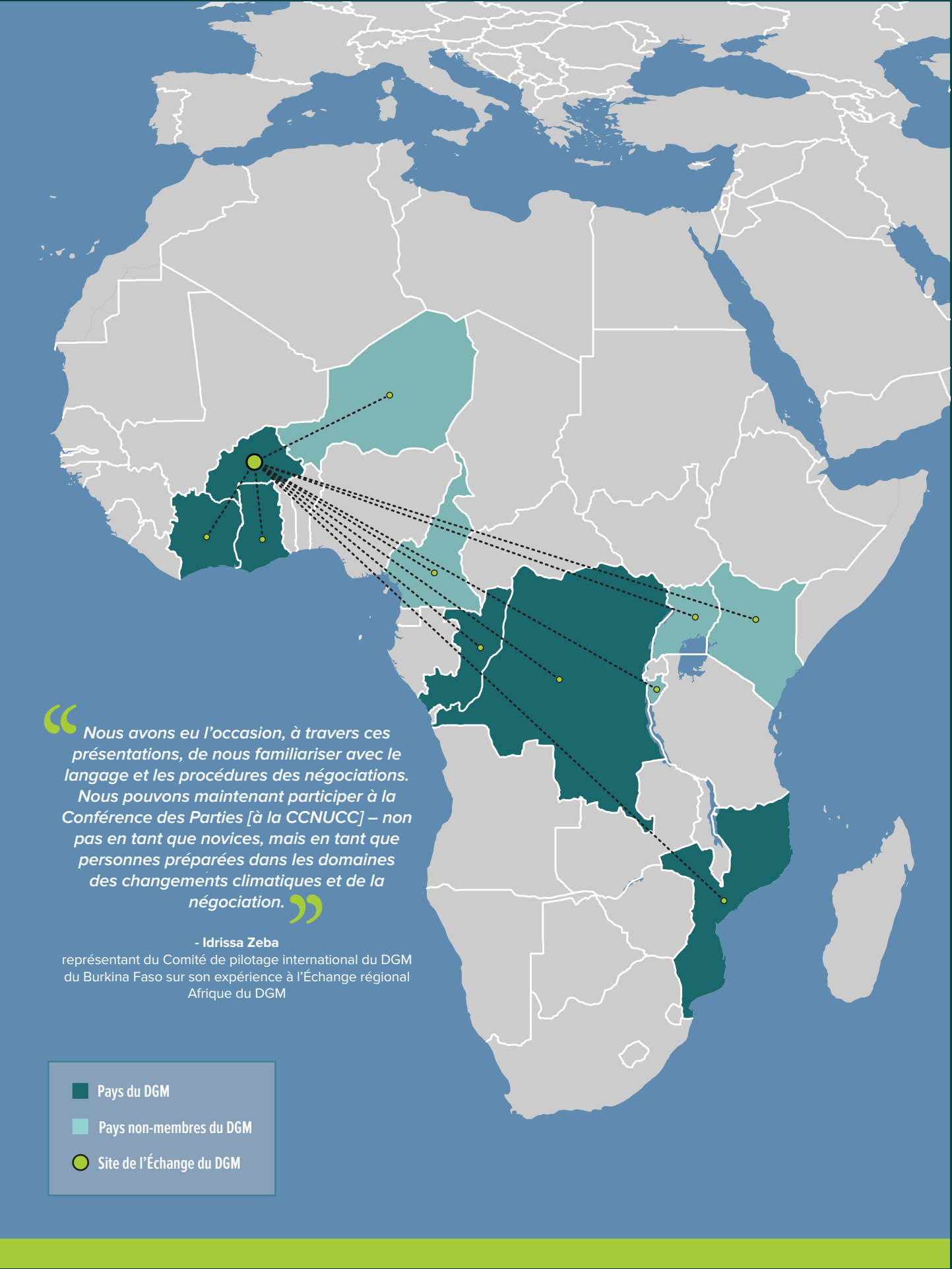
En juillet 2016, des dirigeants des PAPL de toute l'Afrique se sont réunis à Ouagadougou, au Burkina Faso, pour participer au premier Échange régional du DGM, organisé par le Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances (Projet mondial du DGM) avec le soutien du DGM Burkina Faso. Pendant leur séjour, les 32 participants de PAPL ont partagé leur expérience et leurs connaissances traditionnelles sur la foresterie et les changements climatiques. Ils ont également assisté à des séances techniques visant à renforcer leurs capacités à participer aux négociations consacrées à ces questions aux niveaux national et international.

L'échange a également comporté un exercice participatif d'analyse des réseaux sociaux visant à les aider à mieux comprendre les réseaux et alliances de PAPL existant en Afrique. Les participants ont aussi visité le village de Sapouy, à proximité de Ouagadougou, pour observer comment les projets de gestion forestière communautaire peuvent apporter des avantages économiques aux membres de la communauté.

## FAITS ET CHIFFRES



➤ La carte sur la page suivante montre la participation des représentants de PAPL des pays marqués en bleu au cours de l'Échange régional Afrique du DGM en juillet 2016.





# BURKINA FASO

Le Burkina Faso a connu une croissance économique importante au cours des dix dernières années, mais la pauvreté demeure un défi à relever, notamment en ce qui concerne les populations rurales. Les ressources forestières sont essentielles pour l'économie du Burkina Faso et les moyens de subsistance de sa population. Les paysages à usage mixte offrent un grand potentiel de développement et assurent le rôle de puits de carbone. Plusieurs facteurs sont à l'origine de la déforestation et de la dégradation des forêts au Burkina Faso, parmi lesquels l'expansion de l'agriculture, des pratiques de gestion des terres non durables et des problèmes de gouvernance.

Le DGM Burkina Faso cherche à réduire les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts en soutenant 32 communautés locales dépendantes de la forêt de façon à renforcer leurs capacités à gérer les forêts de manière durable et à renforcer leurs opportunités économiques. Le projet utilisera une approche participative, en étroite collaboration avec les communautés locales chaque fois que possible, pour mener des activités dans trois catégories principales :

1. Renforcement des capacités managériales et techniques (1 million USD)
2. Activités de gestion des ressources naturelles durables et économiques (2,7 millions USD)
3. Coordination, gestion, suivi et évaluation (0,8 million USD)

Le DGM Burkina Faso a eu une année bien remplie. Le projet a clôturé son premier appel à propositions de sous-projets en juillet 2016, et a au final reçu 651 propositions de la part des communautés locales. Bien que 41 sous-projets aient passé avec succès une évaluation technique complète, seulement 14 ont finalement été approuvés afin de respecter les limites budgétaires du projet.

Si ces chiffres montrent clairement la forte demande dans les communautés ciblées par le DGM Burkina Faso, ils soulignent également la nécessité pour le projet de gérer les attentes. De nombreux projets demandés par les communautés ne recevront pas de financement. Les sous-projets sélectionnés ont été financés en mars 2017 et ont commencé à être mis en œuvre.

## SOUS-PROJETS

651

Propositions de sous-projets

447

Sous-projets conformes aux exigences administratives pour les propositions

337

Ont répondu aux exigences des mesures de sauvegarde environnementale et sociale

43

Ont passé une évaluation technique complète

14

Approuvés pour mise en œuvre

Au-delà du soutien technique, administratif et financier continu fourni à ses sous-projets, le DGM Burkina Faso a concentré ses premiers efforts de renforcement des capacités sur l'amélioration de l'éducation environnementale dans les écoles. Le projet a dispensé une formation à 89 professionnels de l'enseignement primaire pour les sensibiliser aux principaux problèmes environnementaux.

### CONTRIBUTIONS DÉTERMINÉES AU NIVEAU NATIONAL (CDN)

Au cours d'une présentation à la 46e Conférence des organes subsidiaires (SB46) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Idrissa Zeba, représentant du Comité de pilotage international du DGM Burkina Faso, a donné un aperçu des liens entre le projet et les Contributions déterminées au niveau national (CDN) du Burkina Faso visant à atténuer les changements climatiques.

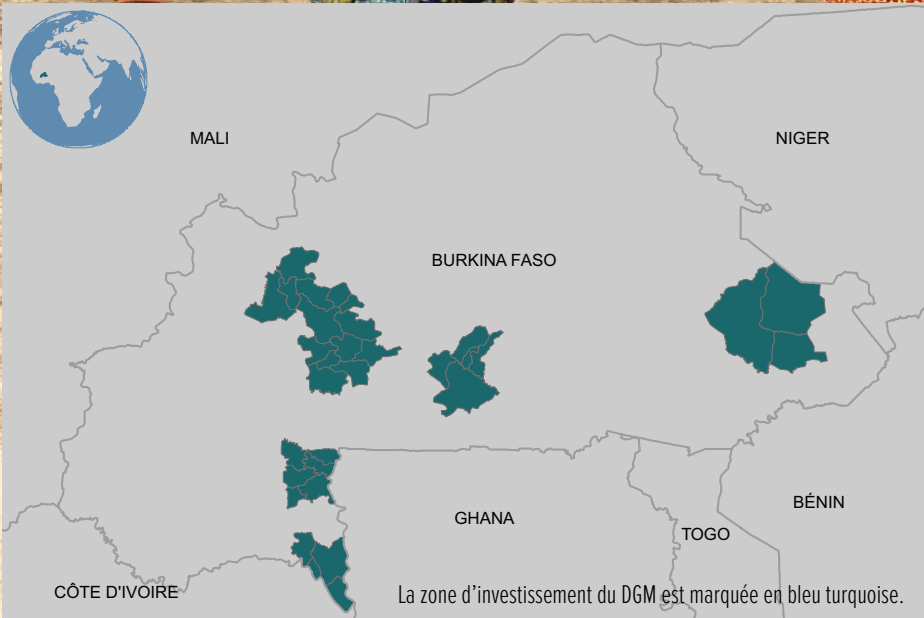
Selon les priorités des communautés bénéficiaires, les contributions environnementales potentielles aux CDN comprennent la protection des bassins versants, des services écosystémiques et de la biodiversité, ainsi que la prévention de la dégradation des terres. De plus, la façon dont DGM Burkina Faso aborde ces questions garantit la prise en compte des impacts sociaux du travail, notamment la création d'emplois et l'amélioration de la cohésion sociale. Tous ces éléments sont mis en évidence en tant qu'objectifs des CDN du pays.



Une femme d'une communauté bénéficiaire du DGM au Burkina Faso apprend à vacciner les poulets, activité traditionnellement pratiquée par des hommes. Crédit photo : DGM Burkina Faso

# CÔTE D'IVOIRE

Les forêts de Côte d'Ivoire offrent une riche biodiversité, mais le pays présente l'un des taux de déforestation les plus élevés en Afrique subsaharienne. Le DGM Côte d'Ivoire n'a pas encore été approuvé, mais trois dirigeants communautaires locaux ont été sélectionnés et formés pour sensibiliser sur le DGM en préparation du projet.



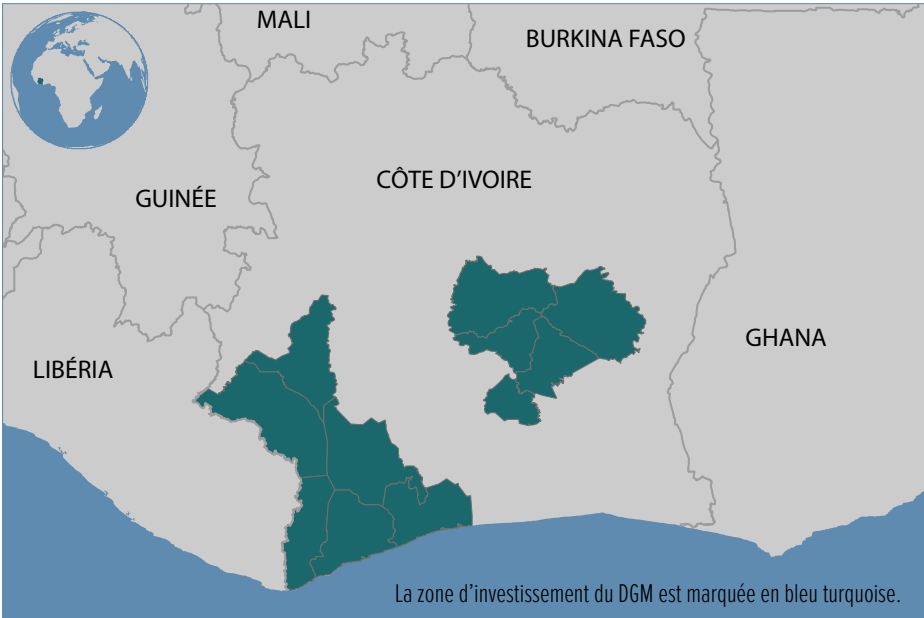
## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT :** 4,5 millions USD  
- Approbation du FIP : 18 juin 2015  
- Approbation de la Banque mondiale : 16 septembre 2015

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :** Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) - Burkina Faso



**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :** 11 représentants des communautés locales  
8 hommes/3 femmes



## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT :** 4,5 millions USD  
- Pas encore approuvé

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :**  
Pas encore sélectionnée

**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :**  
Pas encore mis en place



# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La République démocratique du Congo (RDC) abrite le plus grand biome forestier d'Afrique, sur une surface qui représente près des deux tiers de son territoire national. Environ 40 millions de personnes dépendent des forêts de RDC pour leurs ressources naturelles et leurs moyens de subsistance. Le pays présente également l'un des taux de déforestation absolus les plus élevés au monde. Comme la plupart des principaux facteurs de déforestation en RDC, comme l'agriculture sur brûlis et l'utilisation de bois comme combustible, interviennent au niveau des ménages et au niveau local, la conception du DGM RDC cible spécifiquement ces facteurs au travers des composantes suivantes :

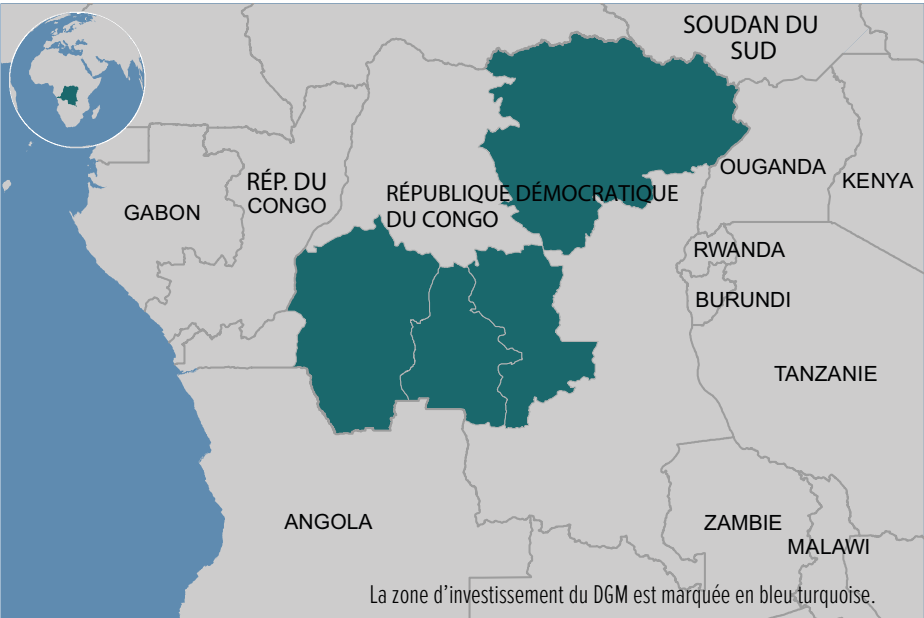
- 1. Soutien à la participation des PAPL aux processus de gestion des forêts et des terres de REDD+ (1,5 million USD)
- 2. Soutien à une gestion des forêts et des terres durable et communautaire (2,6 millions USD)
- 3. Renforcement des capacités à mettre en œuvre les activités de développement des PAPL et synthèse des commentaires (1,9 million USD)

Depuis la signature d'un accord de don en avril 2016, le DGM RDC a principalement concentré ses efforts sur la préparation du projet. Au début de l'année, le DGM RDC a achevé la préparation de son manuel opérationnel et a élaboré des descriptions de neuf prestataires spécialisés correspondant aux fonctions critiques des projets, notamment le suivi de la satisfaction et la formation des communautés au développement de sous-projets. Le DGM RDC a également engagé un consultant pour préparer un module d'alphabétisation des adultes destiné aux peuples autochtones et aux communautés locales, dans les langues kiswahili, tshiluba et kikongo.

**MÉCANISME DE RETOUR D'EXPÉRIENCE ET DE RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS DU PROJET** - L'un des facteurs distinctifs du DGM est qu'il a recours à un mécanisme de résolution des différends (GRM) dans chacun de ses projets. Le DGM RDC a mis en place son GRM au cours de cette période, et il prend une forme légèrement différente de celle de la plupart des autres. Le projet a signé un accord avec le Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers de la RDC (REPALEF) couvrant la gestion du Mécanisme de retour d'expérience et de résolution des différends du projet (FGRM). Le FGRM sera chargé de recueillir des commentaires réguliers auprès des PAPL sur leur satisfaction à l'égard du DGM par l'intermédiaire d'un réseau de chargés de liaison régionaux et de rendre compte à l'AEN. Ce mécanisme est également unique dans la mesure où il devrait poursuivre ses activités au-delà de la fin du DGM pour continuer à rendre compte de la satisfaction des PAPL à l'égard d'autres initiatives REDD+.



Kapupu Diwa, président du Comité de pilotage international du DGM du DGM RDC et co-président du Comité de pilotage international, a présenté des informations sur le DGM à l'occasion de la 22e Conférence des Parties (COP22) de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Crédit photo : Projet mondial du DGM



## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT** : 6 millions USD  
- Approbation du FIP : 3 juin 2015  
- Approbation de la Banque mondiale : 8 avril 2016

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE** : Caritas Congo, ASBL



**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL** : 20 membres  
17 hommes/3 femmes

# GHANA

La foresterie et l'agriculture sont des secteurs importants de l'économie ghanéenne, qui emploient collectivement plus de la moitié de la population du pays. Le Ghana est l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de cacao, avec des ventes d'environ 2 milliards USD par an. Malheureusement, la production de cacao, telle qu'elle est actuellement pratiquée, est l'un des principaux facteurs de la déforestation dans le pays. Le Ghana présente l'un des taux de déforestation les plus élevés au monde, perdant plus de 2 % de ses forêts chaque année, ce qui a un impact négatif sur les communautés locales qui dépendent des ressources naturelles de ces forêts.

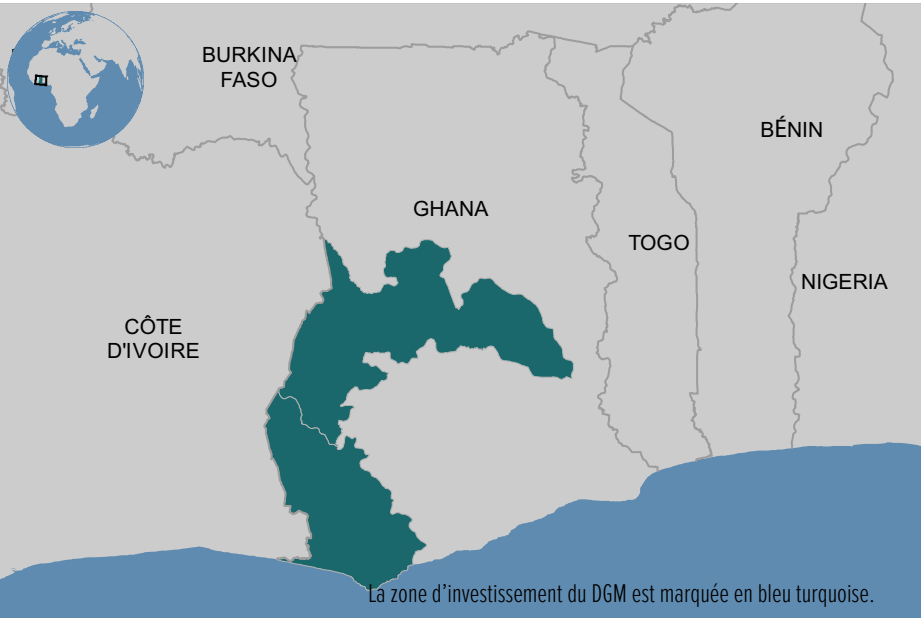
Pour atténuer ce problème, le projet du DGM Ghana mettra l'accent sur la promotion des techniques d'agroforesterie et sur la production de cacao « intelligent face aux changements climatiques ». Ces méthodes peuvent réduire les impacts de la déforestation de la production de cacao tout en améliorant les rendements. Les activités du projet s'articuleront autour des éléments suivants :

- 1. Renforcement des capacités et renforcement institutionnel (1 million USD)
- 2. Initiative communautaire durable et adaptative (3,5 millions USD)
- 3. Gestion de projet, suivi et évaluation (1 million USD)

En mai 2017, la Banque mondiale a signé un accord de don avec Solidaridad, l'agence d'exécution nationale du DGM Ghana, pour commencer les préparatifs du projet. En juin 2017, le DGM Ghana a satisfait aux conditions d'entrée en vigueur effective du don, et les activités du projet devraient commencer au début de l'année à venir.



Au Ghana, le Programme d'investissement pour la forêt fait la promotion d'un cacao « intelligent face aux changements climatiques », une méthode qui permet une culture plus durable du cacao par l'utilisation de techniques d'agroforesterie. Crédit photo : Nathalia Penton



## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT** : 5,5 millions USD  
- Approbation du FIP : 12 sept. 2016  
- Approbation de la Banque mondiale : 26 avril 2017

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE** : Solidaridad



**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL** : 13 membres  
11 hommes/2 femmes



# MOZAMBIQUE

Les forêts recouvrent environ la moitié du territoire du Mozambique. Elles jouent un rôle important dans l'économie nationale et sont une ressource précieuse pour les communautés locales du pays, qui comptent sur elles pour leurs activités génératrices de revenus, pour le combustible servant à la cuisson, les médicaments, et de nombreux autres usages. Malgré l'importance des forêts mozambicaines, le pays présente un taux de déforestation de près de 140 000 hectares par an, les principaux facteurs étant la conversion à l'agriculture, l'utilisation du bois pour la biomasse et l'expansion urbaine.

Le DGM Mozambique réagit à cette situation en proposant des activités dans les composantes suivantes :

1. Renforcement des capacités et renforcement institutionnel pour la gestion intégrée et durable des ressources naturelles (ISNRM)
2. Promotion des initiatives ISNRM
3. Gestion, suivi et évaluation

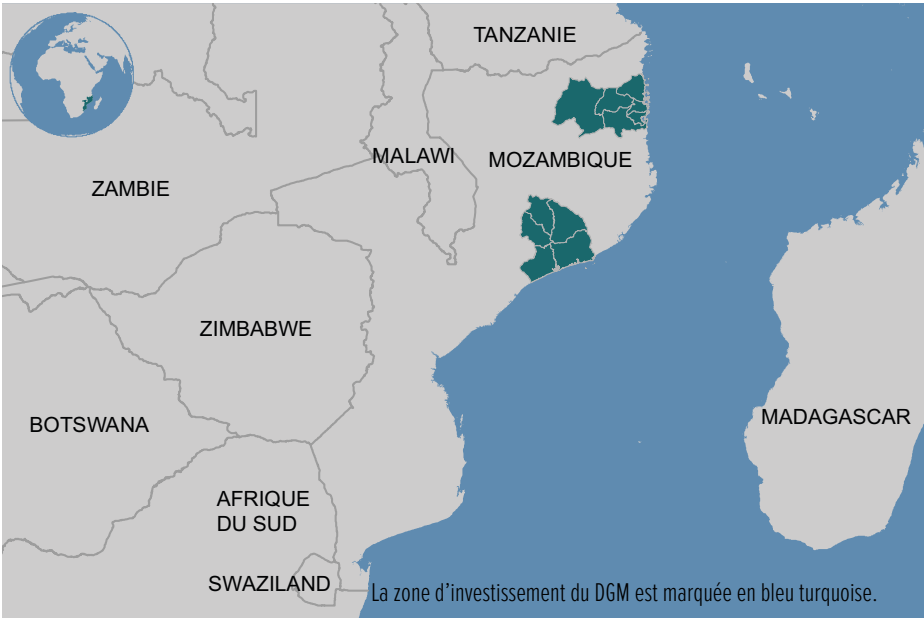
Le DGM Mozambique a tenu sa première réunion du Comité de pilotage national à Nampula du 24 au 26 avril 2017. Tous les membres du NSC ont participé à la réunion, ainsi que des représentants du gouvernement central, du Fonds national de développement durable, du ministère du Territoire, de l'Environnement et du Développement rural et de la Banque mondiale. Au cours de la réunion, les membres du NSC ont finalisé la structure du projet et ont commencé à planifier le recrutement et la sélection d'une Agence d'exécution nationale. Le projet a depuis lancé un appel à propositions et devrait sélectionner une NEA au cours de l'année à venir.



Un membre de la communauté locale plante un arbre au Mozambique. Crédit photo : DGM Mozambique



Les membres du NSC du DGM Mozambique se sont réunis pour une photo de groupe au cours de la première réunion du NSC qui s'est tenue à Nampula, au Mozambique. Crédit photo : DGM Mozambique



## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT :** 4,5 millions USD  
- Pas encore approuvé

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :**  
Pas encore sélectionnée

**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :**  
13 membres votants  
8 hommes/5 femmes

# RÉPUBLIQUE DU CONGO

Le DGM Congo n'a pas encore d'agence d'exécution nationale, par conséquent le projet ne peut pas encore démarrer officiellement. Cependant, d'importants travaux préparatoires ont été réalisés au cours de la période de référence. Le projet a organisé sa première réunion du NSC du 23 au 25 février 2017. Les objectifs de cette réunion étaient de présenter le Cadre des directives opérationnelles du projet aux membres du NSC, d'adopter le Règlement intérieur du NSC, de convenir des principaux éléments de la Note conceptuelle du DGM Congo et d'établir un comité exécutif pour le NSC.

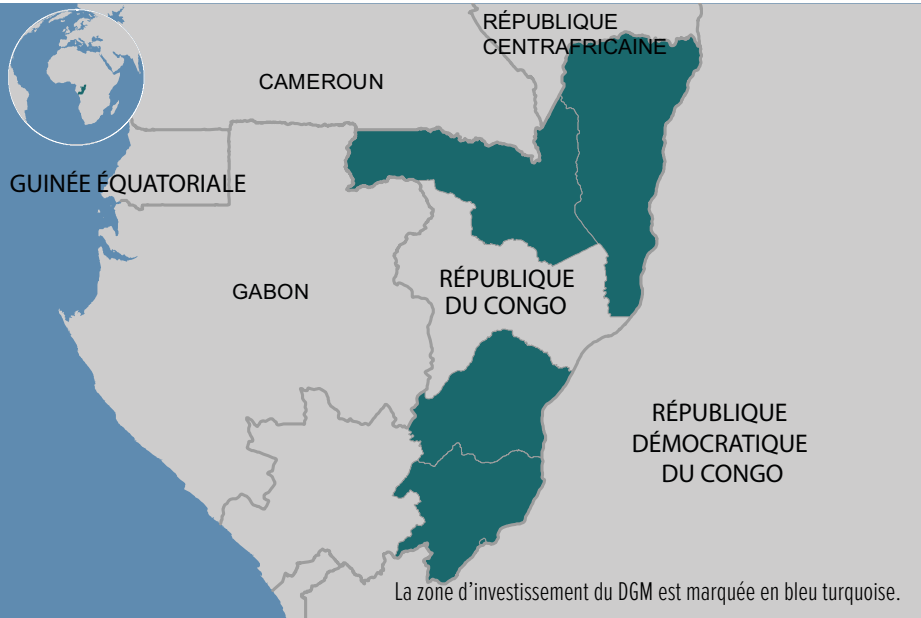
Guy Moussele-Diseke, nouveau président élu du NSC, a également été choisi pour représenter le DGM Congo à l'occasion de la troisième réunion du Comité de pilotage international à Brasilia. À ce titre, il a également travaillé avec les autres membres du NSC à la préparation de la réunion, et il a présenté les résultats de la réunion à son retour au Congo.

Les priorités du NSC pour l'année à venir comprennent l'examen et la validation de la note conceptuelle du DGM Congo par la Banque mondiale, la sélection d'une agence d'exécution nationale et la rédaction du Document de projet du DGM Congo.



Guy Moussele-Diseke, membre du Comité de pilotage international du DGM et du Comité de pilotage national de République du Congo, a participé à l'Échange régional Afrique du DGM en juillet 2016 à Ouagadougou, au Burkina Faso. Crédit photo : Projet mondial du DGM

**QU'EST-CE QUI DISTINGUE LE DGM D'AUTRES INITIATIVES ?** Interrogé sur ce qui distingue le DGM des autres initiatives de travail avec les PAPL, Guy Moussele-Diseke, membre du GSC, a suggéré que les caractéristiques les plus importantes du DGM étaient sa conception et sa mise en œuvre inclusives. Il a présenté plusieurs efforts antérieurs de conservation et de développement qui, au final, n'ont représenté que des « gouttes d'eau dans l'océan », car ces projets ne respectaient pas le consentement libre, préalable et informé des communautés de parties prenantes concernées. Au cours des dernières années, des efforts supplémentaires ont été déployés pour tenir compte des besoins des PAPL dans ces initiatives, mais ils ont tous éprouvé des difficultés à maintenir un financement adéquat ou à appliquer des sauvegardes solides et cohérentes. En résumé, « Au contraire de tous ces projets et programmes, le DGM est la seule initiative concrète qui a renforcé l'autonomisation des PAPL avec un financement qui tient compte de leur nombreux besoins non satisfaits ».



## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT :** 4,5 millions USD  
- Pas encore approuvé

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :**  
Pas encore sélectionnée

**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :**  
22 membres votants



# LE DGM EN ASIE

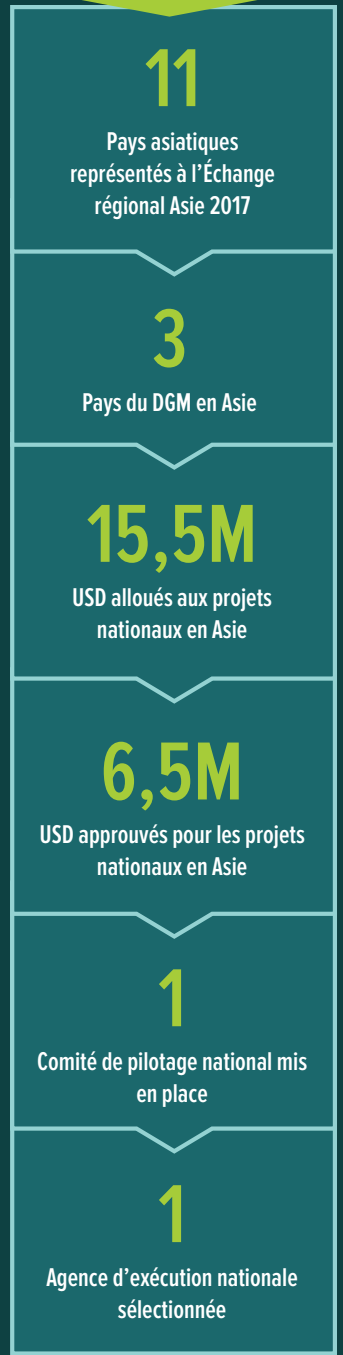


Mai Thin Yu Mon du Myanmar présente sa carte du réseau national pendant l'échange.  
Crédit photo : Projet mondial du DGM

Le Projet mondial du DGM, en coordination avec le Pacte des peuples autochtones d'Asie (AIPP), a organisé son premier Échange régional Asie à Chiang Mai, en Thaïlande, en février 2017. L'événement a réuni 32 dirigeants des PAPL, y compris des représentants de 11 pays asiatiques. Les participants ont échangé des informations et acquis de nouvelles connaissances sur l'Accord de Paris, les Contributions déterminées au niveau national et le Fonds vert pour le climat, entre autres sujets.

Les participants à l'échange ont également pris part à une séance de cartographie participative de réseau et se sont rendus à Muang Ang, un village qui a commencé à cultiver des légumes sous serres, réduisant ainsi sa dépendance à la culture itinérante, qui est un facteur de déforestation.

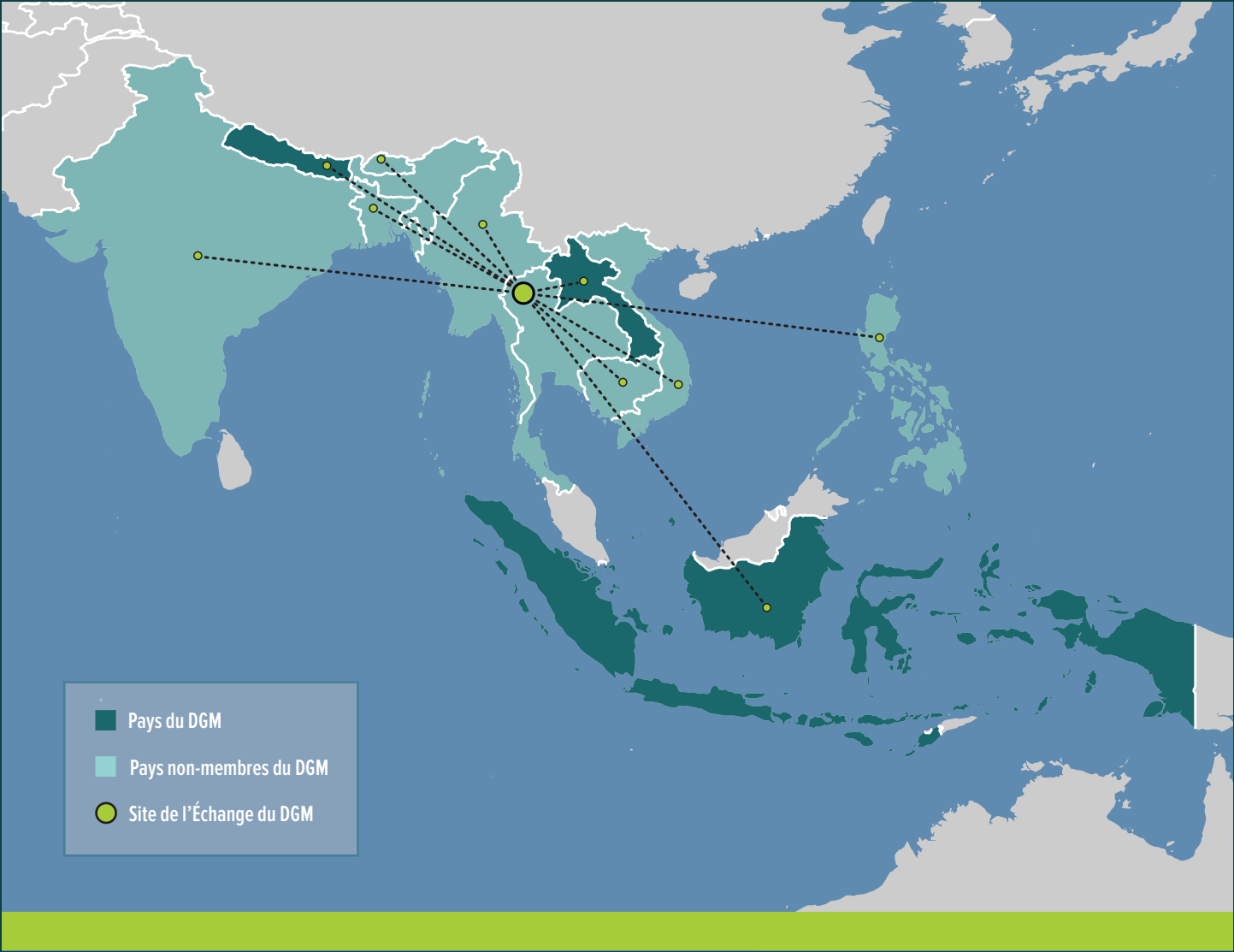
## FAITS ET CHIFFRES



➤ La carte sur la page suivante montre la participation des représentants de PAPL des pays marqués en bleu au cours de l'Échange régional Asie du DGM en février 2017.

“ Nous pouvons accéder aux avantages de la société moderne et, en même temps, maintenir notre fierté, notre identité et notre amour pour notre communauté, notre famille et notre culture. Nous n'avons pas à abandonner notre propre histoire, nos propres traditions. Nous pouvons être des citoyens de nos pays, nous pouvons être des citoyens du monde et, en même temps, maintenir ce qui nous est peut-être plus cher en termes de culture et d'identité. ”

- Luis Felipe Duchicela  
Conseiller principal de la Banque mondiale pour les peuples autochtones, commentant la nécessité pour les peuples autochtones et les communautés locales de s'engager dans des enjeux mondiaux importants sans renoncer à leurs cultures et traditions spécifiques



“ J'ai acquis de nouvelles connaissances auprès des représentants de chaque pays, sur leurs luttes, leurs mouvements sociaux, la façon dont ils gèrent leurs forêts, et comment REDD+ peut fonctionner dans un pays, en particulier la Thaïlande. Nous avons rendu visite à une communauté qui met en œuvre une activité REDD+, et j'ai hâte d'être de retour dans mon propre pays, car je vais pouvoir aider nos peuples autochtones et nos communautés locales à réaliser des initiatives similaires. ”

- Surti Handayani  
membre du NSC du DGM Indonésie, s'exprime sur sa participation à l'Échange régional Asie à Chiang Mai, Thaïlande, en février 2017



# INDONÉSIE

L'Indonésie abrite la troisième plus grande zone de forêt tropicale du monde et près de 50 millions de ses citoyens vivent dans ou autour des forêts. Ces communautés dépendent fortement de leurs écosystèmes naturels, mais leurs ressources naturelles sont menacées par une déforestation rapide. Les PAPL pourraient jouer un rôle clé dans la protection de ces forêts, mais leur efficacité est limitée par l'insécurité foncière, la pauvreté et le manque d'accès à l'information et aux services publics.

Le DGM Indonésie travaille à relever ces défis à travers trois composantes principales :

- 1. Renforcement de la sécurité foncière et amélioration des moyens de subsistance (3,99 millions USD)
- 2. Orientation des processus politiques et des dialogues (0,55 million USD)
- 3. Gestion de projet, suivi et évaluation (1,79 million USD)

Le DGM Indonésie a rempli ses critères d'entrée en vigueur effective au cours de cette période de référence et son lancement officiel a eu lieu le 17 mars 2017 au cours du 5e Congrès des peuples autochtones de l'archipel (KMAN V). Le Congrès KMAN V a réuni des milliers de membres des communautés autochtones, ce qui en a fait une excellente occasion de sensibiliser le public au projet. Les membres du NSC ont partagé des informations sur le DGM, expliqué le rôle du NSC et décrit les types d'activités que le DGM Indonésie vise à soutenir.

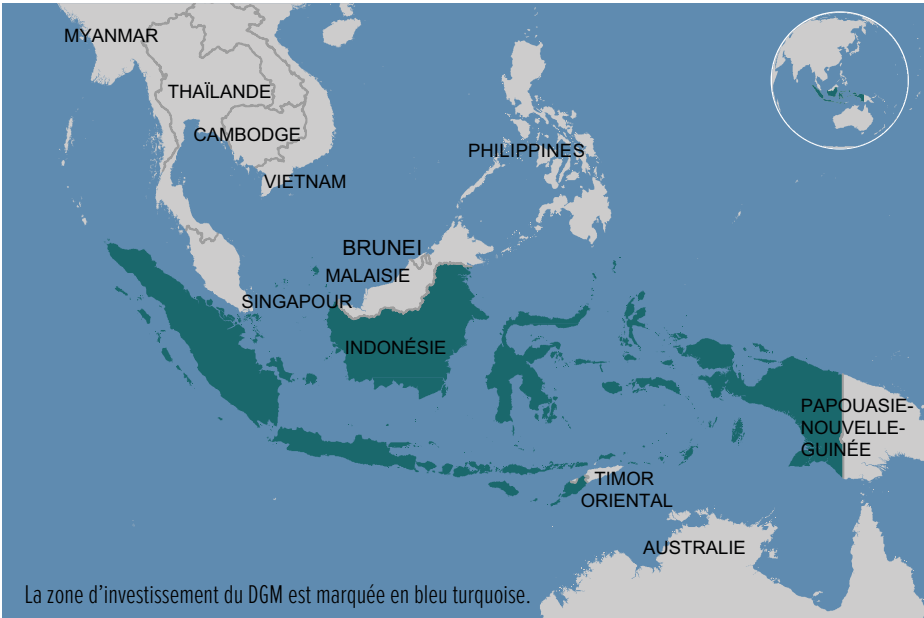
Après le lancement du projet, le DGM Indonésie a organisé une réunion du NSC pour finaliser le manuel opérationnel du projet et préparer le premier appel à propositions de sous-projet du projet, prévu pour le début de l'année prochaine.



Mina Setra, membre du Comité de pilotage international et du Comité de pilotage national du DGM Indonésie, a pris la parole devant un auditoire de peuples autochtones à l'occasion du lancement du projet DGM Indonésie en mars 2017. Crédit photo : DGM Indonésie



Les membres du Comité de pilotage national du DGM Indonésie lors du lancement du projet en mars 2017. Crédit photo : DGM Indonésie



### PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT :** 6,5 millions USD  
- Approbation du FIP : 30 décembre 2016  
- Approbation de la Banque mondiale : 16 mars 2017

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :**  
The Samdhana Institute

**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :**  
9 membres votants: 5 hommes/4 femmes

**SITE WEB:** [www.dgmindonesia.id](http://www.dgmindonesia.id)

# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

Le projet DGM en République démocratique populaire lao (RDP lao) n'a pas encore démarré et les activités préparatoires ne sont pas encore en cours.



### PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT :** 4,5 millions USD  
- Pas encore approuvé

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :**  
Pas encore sélectionnée

**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :**  
Pas encore mis en place

# NÉPAL

Le Népal figure parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques au niveau mondial, en raison de ses reliefs escarpés, de sa population majoritairement pauvre et dépendante des ressources naturelles et de la faiblesse de ses capacités institutionnelles. Une grande partie de la forêt du Népal est dégradée, ce qui la rend progressivement plus vulnérable aux incendies, et le régime foncier est précaire, en particulier pour les groupes marginalisés. Le projet du DGM Népal n'est pas encore opérationnel, mais le Comité de pilotage intérimaire du projet œuvre actuellement à faire avancer le projet vers sa mise en œuvre complète. Les membres du comité ont représenté le DGM Népal à l'occasion de certains événements clés, notamment en tant qu'observateurs à la réunion du GSC d'avril 2017 à Brasilia et à la réunion avec le Centre de mise en œuvre REDD du gouvernement népalais pour discuter des possibilités de collaboration avec le projet.



### PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT :** 4,5 millions USD  
- Pas encore approuvé

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :**  
Pas encore sélectionnée

**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :**  
14 membres votants  
8 hommes/6 femmes



# LE DGM EN AMÉRIQUE LATINE



Les participants à l'Échange acquièrent de nouvelles connaissances sur la foresterie communautaire au Brésil. Crédit photo : Projet mondial du DGM

Avec le soutien du Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas (Centre pour une agriculture alternative du Nord du Minas Gerais - CAA/NM), la NEA du DGM Brésil, le Projet mondial du DGM a organisé son premier Échange régional Amérique latine dans le Minas Gerais, au Brésil, en juin 2017. L'événement a réuni 25 dirigeants des PAPL, y compris des représentants de 12 pays d'Amérique latine. Les participants ont échangé des informations et acquis de nouvelles connaissances sur le DGM, l'Accord de Paris et REDD+ au Brésil. Les participants à l'échange ont également pris part à une séance de cartographie participative du réseau pour acquérir de nouvelles connaissances sur le flux d'information et l'accès au financement climatique.

Au cours des derniers jours de l'échange, les participants ont visité des zones dans lesquelles le CAA/NM travaille avec les PAPL. Ils ont beaucoup appris sur la situation du biome du Cerrado au Brésil, la foresterie communautaire et le rôle des femmes et des jeunes dans ces communautés.

## FAITS ET CHIFFRES

12

Pays d'Amérique latine représentés à l'Échange régional Amérique latine 2017

5

Pays du DGM en Amérique latine

27M

USD alloués aux projets nationaux en Amérique latine

18M

USD approuvés pour les projets nationaux en Amérique latine

3

Comités de pilotage nationaux mis en place

3

Agences d'exécution nationales sélectionnées

62

Sous-projets DGM approuvés

➤ La carte sur la page suivante montre la participation des représentants de PAPL des pays marqués en bleu au cours de l'Échange régional Amérique latine du DGM en juin 2017.





# BRÉSIL

Le biome du Cerrado au Brésil est un hotspot mondial pour la biodiversité et il abrite 15 % de la population brésilienne. Ces communautés dépendent des ressources naturelles abondantes de la région pour leur vie quotidienne et leurs moyens de subsistance, mais ces ressources sont menacées par la déforestation rapide et la dégradation des forêts. Compte tenu des capacités requises et des opportunités existantes, les PAPL peuvent jouer un rôle important en inversant ces tendances.

Le DGM Brésil a été créé pour assurer un renforcement des capacités et permettre aux PAPL du Cerrado de participer au FIP et à d'autres processus REDD+ et d'élaborer des politiques pertinentes aux niveaux local, national et mondial. Le projet parvient à cet objectif au travers d'activités regroupées en trois composantes principales :

1. Initiatives communautaires pour la durabilité et l'adaptation (4 millions USD)
2. Renforcement des capacités et appui institutionnel (1,3 million USD).
3. Gestion, communication, suivi et évaluation (1,2 million USD)

En juin 2016, le DGM Brésil venait de présélectionner ses 41 premiers sous-projets choisis pour être mis en œuvre parmi 158 propositions reçues. Au début de cette année, le projet a suivi les processus nécessaires de sélection et d'approbation, avec des visites de terrain pour vérifier la pertinence des propositions et appliquer des mesures de sauvegarde sociale et environnementale. La totalité des 41 sous-projets ont été approuvés le 20 septembre 2016.

Entre janvier à février 2017, le DGM Brésil a organisé une série d'ateliers avec des équipes des sous-projets pour discuter de leurs propositions et planifier leur mise en œuvre. Chacun des sous-projets approuvés a envoyé deux représentants à l'atelier désigné.

## SOUS-PROJETS

158

Propositions de sous-projets  
reçues

41

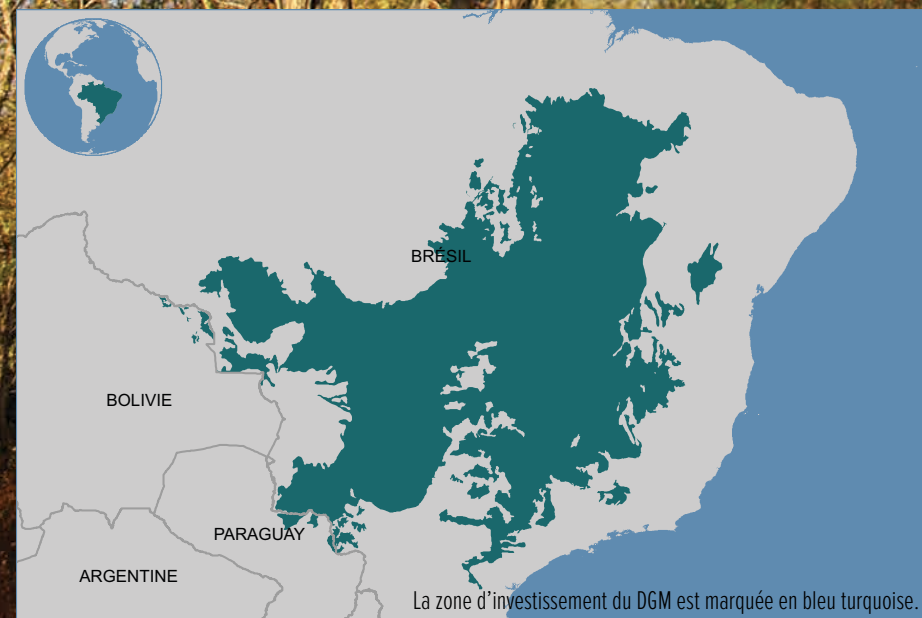
Sous-projets approuvés

1,87M

Valeur approximative (en USD)  
des sous-projets approuvés

16

Sous-projets ayant fait l'objet  
d'un accord de don



La zone d'investissement du DGM est marquée en bleu turquoise.

## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT** : 6,5 millions USD  
- Approbation du FIP : 18 juin 2015  
- Approbation de la Banque mondiale : 3 mars 2015

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE** : Union Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas (CAA/NM)



**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL** : 9 membres votants: 5 hommes/3 femmes

**SITE WEB** : [www.dgmbrazil.org.br](http://www.dgmbrazil.org.br)

## GESTION DE PROJET DANS LE CERRADO

L'un des plus grands défis auxquels est confronté le DGM Brésil est l'ampleur de la zone de mise en œuvre du projet. Le Cerrado brésilien s'étend sur plus de 2 millions de kilomètres carrés et le DGM Brésil soutient des sous-projets dans toute cette région. Bien qu'il soit important de passer du temps sur les sites de ces projets pour mieux comprendre le contexte et apporter l'aide nécessaire, il ne serait pas très rentable de rendre visite à chaque projet pour des tâches qui doivent être répétées trop fréquemment.

Afin d'utiliser son financement limité aussi efficacement que possible, le DGM Brésil a distribué des tablettes, préprogrammées avec un logiciel de gestion de projet personnalisé, à chacun de ses sous-projets. Grâce à ces tablettes, les équipes des sous-projets peuvent interagir à distance avec la NEA, ce qui permettra de faciliter les communications, la résolution des différends et le suivi, sans exiger nécessairement des déplacements coûteux sur le site du projet.

En préparant la mise en œuvre des sous-projets, le DGM Brésil a reconnu la nécessité de prendre en compte les dépenses de fonctionnement supplémentaires engagées par les équipes des sous-projets, comme l'entretien des véhicules, le carburant et les frais de déplacement. Pour s'assurer que les communautés n'auraient pas à supporter ces coûts, le DGM Brésil a travaillé avec la Banque mondiale sur une restructuration, qui a été approuvée en mai 2017. Ce processus a quelque peu retardé la mise en œuvre des sous-projets, mais il s'agissait d'un processus important pour assurer une mise en œuvre efficace. À la fin du mois de juin, le DGM Brésil avait signé des accords avec 16 de ses 41 sous-projets approuvés, et d'autres sont prévus pour le début de l'année prochaine.

## POINT DE VUE DES BÉNÉFICIAIRES

Fabriciane Xakraba, ingénieur forestier et membre de l'Association autochtone Aldeia Riacho dos Buritis, a donné son point de vue sur le DGM à propos du projet qu'elle dirige, le « Projet collaboratif pour la remise en état et la restauration des ressources naturelles dans le territoire de la communauté autochtone de Xakriaba », qui a été sélectionné par le DGM pour être mis en œuvre :

« Ces projets sont importants, surtout sur nos territoires autochtones, car c'est de la nature que nous prenons les matières premières pour l'artisanat, les fruits pour faire de la pulpe, et notre nourriture. Il est également important de protéger l'eau et les ressources associées, car elles sont déjà très dégradées. Nous devons essayer de récupérer ces ressources pour les générations futures et de préserver celles qui sont encore vivantes, comme les sources qui coulent encore. La plupart des sources de notre territoire ont tari et une grande partie des activités que notre peuple pratiquait autrefois, comme la culture des champs, ont cessé. En raison des changements climatiques, il pleut de moins en moins sur nos terres. Pour cette raison, il est très important pour les gens de notre territoire d'avoir une conscience environnementale. »



Des membres de la communauté Quilombola de Lapinha exécutent une danse traditionnelle dans le Minas Gerais, au Brésil - Crédit photo : Patricia Dunne



Luis Felipe Duchicela, Conseiller de la Banque mondiale sur les peuples autochtones, avec Srewe da Mata de Brito, membre du NSC du DGM Brésil, au cours de l'Échange Amérique latine de juin 2017. Crédit photo : DGM Brésil

« Notre [sous-]projet vise à remettre en état les sources, les zones clôturées et à créer une brigade de pompiers. Il est très important d'avoir ces projets parce qu'en plus de donner de la visibilité à ces communautés, cela les aide aussi à renforcer et à maintenir leur mode de vie. »

- Cleidiane Barreto  
membre de la communauté de Fecho de Pasto et représentante du sous-projet « Gardiens du Cerrado » (Traduit du portugais)



# MEXIQUE

Le Mexique est l'un des pays les plus riches en biodiversité du monde, un grand nombre de ses espèces vivant dans les forêts, qui recouvrent un tiers du pays. Actuellement, le Mexique est confronté à un taux de déforestation très élevé, d'environ 150 000 hectares par an, principalement dû à l'expansion de l'agriculture et de l'élevage. Cette perte rapide de forêts menace la biodiversité du Mexique et de nombreux autres services environnementaux liés aux forêts, ainsi que les moyens de subsistance des communautés dépendantes de la forêt. Le projet du DGM Mexique est conçu pour inverser cette tendance. Le DGM Mexique, qui cible les États d'Oaxaca, de Jalisco, de Campeche, de Quintana Roo et du Yucatan, travaille avec les petits exploitants des communautés autochtones, des communautés agraires et des ejidos pour promouvoir des pratiques de gestion plus durable des terres et des forêts, comme les systèmes agroforestiers et sylvopastoraux, et pour renforcer leurs capacités à participer aux processus REDD+ aux niveaux local, national et international. Les activités du DGM Mexique sont classées en trois composantes :

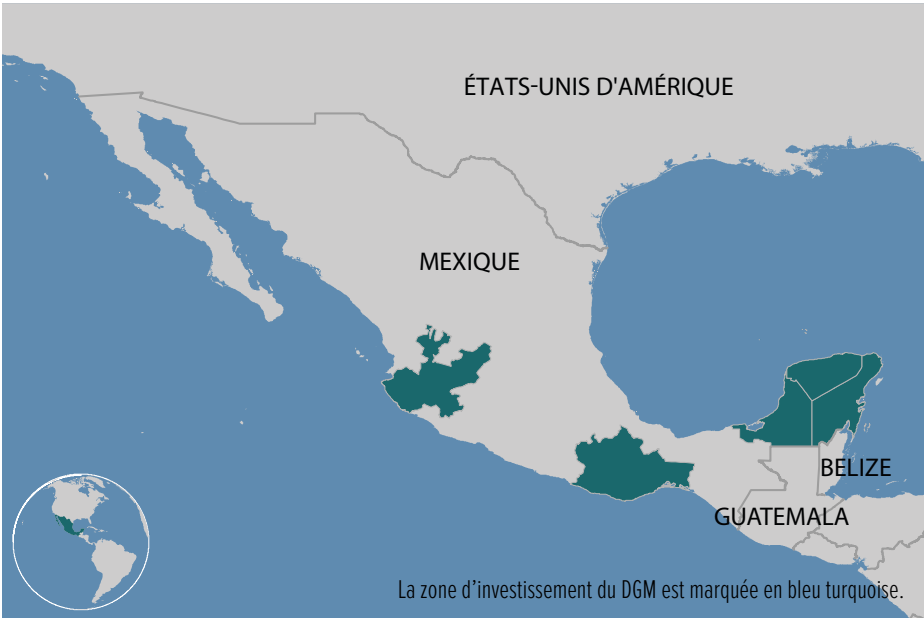
1. Mécanismes de financement pour la gestion communautaire des forêts (3,7 millions USD).
2. Renforcement des capacités, communication et plaidoyer (1,4 million USD)
3. Gestion, suivi et évaluation (0,9 million USD)

Le 17 janvier 2017, le NSC du DGM Mexique a choisi Rainforest Alliance comme agence d'exécution nationale du projet. En juin, le projet était encore dans une phase préparatoire et Rainforest Alliance prévoyait de signer un accord de don avec la Banque mondiale au début de l'année à venir.



Les membres du NSC du DGM Mexique partagent des informations sur le projet avec les membres de la communauté. Crédit photo : DGM Mexique

**COMMUNAUTÉS AGRAIRES ET EJIDOS** – Au Mexique, les « communautés agraires » sont des groupes qui ont reçu des titres de propriété officiels sur leurs terres traditionnelles ou coutumières. En général, ces communautés sont constituées de peuples autochtones. Le terme « ejido » fait référence à une parcelle de terres dont les titres fonciers ont été accordés à un groupe, en général d'agriculteurs non-autochtones, qui s'est formé récemment ou est venu d'une autre région. Les deux types de propriété communale sont régis par des structures similaires, dirigées par des assemblées de « comuneros » dans les communautés agraires et des « ejidatarios » dans les ejidos. Le DGM Mexique va travailler avec les communautés agraires et les ejidos pour renforcer leurs capacités et soutenir les initiatives visant à améliorer les moyens de subsistance et la gestion durable des forêts.



La zone d'investissement du DGM est marquée en bleu turquoise.

## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT** : 6 millions USD  
- Approbation du FIP : 22 mai 2017  
- Approbation de la Banque mondiale : En attente

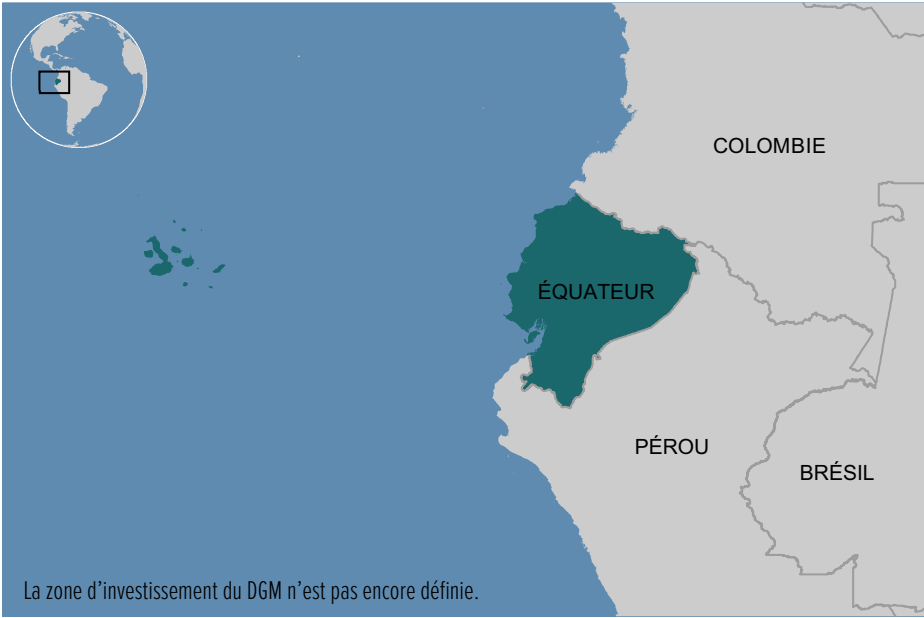
**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE** :  
Rainforest Alliance



**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL** :  
14 membres  
13 hommes/1 femme

# ÉQUATEUR

Le projet du DGM Équateur n'a pas encore démarré. La préparation du plan d'investissement national du FIP, qui est une condition préalable au lancement du DGM dans le pays, a été retardée.



La zone d'investissement du DGM n'est pas encore définie.

## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT** : 4,5 millions USD  
- Pas encore approuvé

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE** :  
Pas encore sélectionnée

**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL** :  
Pas encore mis en place

# GUATEMALA

Le projet du DGM Guatemala n'a pas encore commencé. Le Plan d'investissement national du Guatemala pour le Programme d'investissement pour la forêt a été approuvé en juin 2017. Maintenant que le plan d'investissement a été adopté, d'autres discussions concernant le DGM Guatemala devraient avoir lieu.



La zone d'investissement du DGM n'est pas encore définie.

## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT** : 4,5 millions USD  
- Pas encore approuvé

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE** :  
Pas encore sélectionnée

**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL** :  
Pas encore mis en place



# PÉROU

L'Amazonie péruvienne compte plus de 73 millions d'hectares de forêts et près de 15 millions d'hectares appartiennent ou sont gérés par les quelque 2 250 communautés indigènes de l'Amazonie péruvienne. Malheureusement, dans de nombreux cas, les droits fonciers de ces communautés ne sont pas légalement reconnus, ce qui limite leur capacité à protéger leurs habitats traditionnels et les forêts dont elles dépendent. La déforestation au Pérou génère près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays, et l'expansion agricole et la construction de routes pour l'exploitation non réglementée du bois d'œuvre représentent une menace constante pour les forêts.

Pour résoudre ces problèmes, le DGM Pérou cherche à soutenir un régime foncier plus robuste pour les communautés autochtones et à soutenir les efforts communautaires visant à améliorer les pratiques de foresterie durable. Il poursuit ces objectifs avec trois principaux groupes d'activités :

1. Attribution de titres de propriété pour les terres autochtones en Amazonie (2,61 millions USD)
2. Gestion des forêts autochtones (1,6 million USD).
3. Gouvernance et durabilité (1,29 million USD).

Pour atteindre ces objectifs, le DGM Pérou travaille en collaboration étroite avec 18 organisations autochtones régionales, dont 9 appartiennent à l'Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne (AIDSEF) et 9 font partie de la Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou (CONAP). Ces deux associations autochtones nationales jouent un rôle clé en créant un lien entre le projet et les communautés, et elles sont également représentées au sein du Comité de pilotage national du projet.

Jusqu'à présent, l'un des principaux objectifs du projet a été de renforcer les capacités de ces organisations régionales afin qu'elles respectent les normes administratives et fiduciaires nécessaires à la gestion du financement des sous-projets.

## SOUS-PROJETS

18

Organisations sélectionnées pour mettre en œuvre les sous-projets DGM

21

Sous-projets approuvés

150

Communautés recevant une aide en matière de reconnaissance juridique

28

Communautés recevant une aide en matière d'attribution de titres de propriété

Au début de 2016, seulement 20 % de ces organisations ont été considérées comme prêtes à recevoir un financement. En juin 2017, 17 des 18 organisations régionales avaient satisfait aux normes nécessaires pour le financement et la mise en œuvre des sous-projets.

Entre août et novembre 2016, le DGM Pérou a approuvé ses 11 premiers sous-projets, axés sur la reconnaissance juridique et l'attribution de titres fonciers aux communautés autochtones. Au cours de la première moitié de 2017, le projet a approuvé 10 sous-projets supplémentaires, dont 8 axés sur la gestion des ressources naturelles, en particulier relatifs à la sécurité alimentaire, et 2 développent le travail de reconnaissance et d'attribution de titres.

Le DGM Pérou a lancé son deuxième appel à propositions de sous-projets en mars 2017 et prévoit d'approuver une nouvelle série de sous-projets au début de la prochaine période de référence. Le projet prévoit de financer la reconnaissance juridique de 120 communautés supplémentaires, l'attribution de titres fonciers à 80 communautés supplémentaires et la mise en œuvre de 40 autres sous-projets de gestion des ressources naturelles.

### RECONNAISSANCE ET ATTRIBUTION DE TITRES DE PROPRIÉTÉ

L'un des principaux objectifs du projet du DGM Pérou est de soutenir les efforts déployés par les communautés autochtones pour obtenir la reconnaissance légale et l'octroi de titres fonciers. D'ici à 2020, le DGM Pérou vise à soutenir la reconnaissance légale de 310 communautés et l'octroi de titres fonciers à 130 communautés. Ce sont des objectifs ambitieux. Au Pérou, les communautés autochtones cherchent à obtenir des titres fonciers depuis de nombreuses années, mais les progrès ont été lents. La reconnaissance légale et l'enregistrement sont des conditions préalables à l'octroi de titres fonciers, et ces processus peuvent nécessiter jusqu'à huit mois d'efforts acharnés. La sécurisation des titres fonciers est encore plus complexe au Pérou. Les processus ne sont pas normalisés au niveau national et les demandes sont souvent retardées ou rejetées à la suite d'évaluations de l'utilisation des terres.

Bien que ces processus soient longs et complexes, le DGM Pérou a déjà fait des progrès considérables dans la réalisation de ses objectifs pour 2020. Depuis l'approbation de ses premiers sous-projets en août 2016, le DGM Pérou a aidé 124 communautés autochtones à obtenir une reconnaissance légale, et le projet soutient maintenant 9 sous-projets dans l'obtention de titres fonciers pour 28 communautés.



Des membres du peuple autochtone Ashaninka récoltent du cacao en Amazonie péruvienne. Crédit photo : Walter Aguirre/WWF Pérou

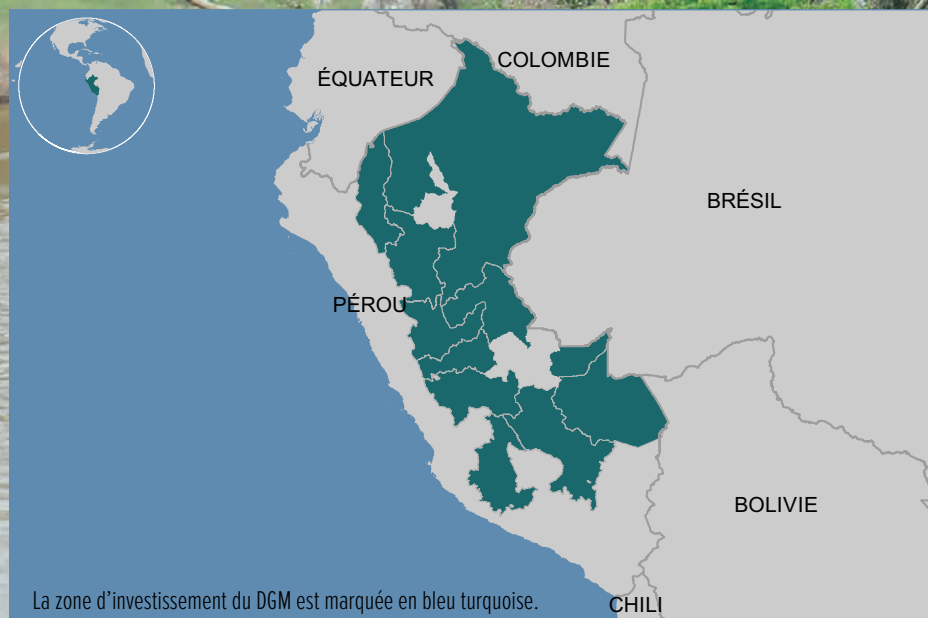


Membres de la communauté autochtone dans la région de Selva Central au Pérou après une récolte. Crédit photo : Association régionale des peuples autochtones de Selva Central (ARPI SC)

“ Les communautés au sein du DGM interviennent directement dans l'ensemble du processus d'attribution des titres fonciers et sont les principales parties prenantes qui portent cet engagement depuis la communauté jusqu'au niveau national. ”

- Nery Zapata

membre du NSC du DGM Pérou et du peuple autochtone Yine de la région de l'Ucayali au Pérou, souligne le rôle des communautés au sein du DGM



## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

**FINANCEMENT** : 5,5 millions USD  
- Approbation du FIP : 21 mai 2015  
- Approbation de la Banque mondiale : 11 septembre 2015

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE** :  
Fonds mondial pour la nature (WWF) - Pérou



**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL** :  
10 membres: 8 hommes/2 femmes

**SITE WEB** : [www.mdesawetoperu.org](http://www.mdesawetoperu.org)

La zone d'investissement du DGM est marquée en bleu turquoise.



# ÉCHANGE MONDIAL DU DGM

En novembre 2016, le Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances du DGM (Projet mondial du DGM) a organisé son premier Échange mondial à Marrakech, au Maroc, juste après la 22e Conférence des Parties (COP22) de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les participants ont pris connaissance des principaux sujets de discussion en préparation de la COP22 et ont mené un exercice participatif pour identifier les opportunités et les défis liés à l'accès des PAPL au financement climatique.

“ Le DGM est considéré par les PAPL comme un modèle unique et innovant, qui permet de mobiliser et responsabiliser les peuples autochtones et les communautés locales dépendant des forêts, et dont les autres entités intervenant dans le financement climatique devraient s'inspirer. ”

- Stanley Kimaren Riamit  
Directeur exécutif des Partenaires pour l'amélioration des moyens de subsistance autochtones (ILEPA), a animé une session sur la mobilisation des communautés locales et des peuples autochtones dans le Fonds vert pour le climat, au cours de l'Échange mondial de novembre 2016

## LE PROJET MONDIAL D'APPRENTISSAGE ET D'ÉCHANGE DES CONNAISSANCES

Le Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances soutient la coordination générale du Programme du DGM en offrant aux représentants des PAPL la possibilité d'échanger des connaissances et de les partager entre eux et avec des intervenants externes. Le projet est organisé en trois composantes :

1. Apprentissage, sensibilisation et partage des informations à l'échelle mondiale (2,99 millions USD)
2. Fourniture d'une assistance technique et de services de secrétariat au GSC (1 million USD)
3. Planification, suivi et notification (0,74 million USD)

**FINANCEMENT** : 8 millions USD  
- Initial : 5 millions USD  
- Approbation du FIP : 28 juin 2014  
- Approbation de la Banque mondiale : 3 mars 2015

**FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE** : 3 millions USD  
- Budget alloué : 8 octobre 2015  
- En attente d'approbation

**AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE** : Conservation International

**COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL** : 10 membres ; 7-8 hommes/2-3 femmes

## FAITS ET CHIFFRES

20

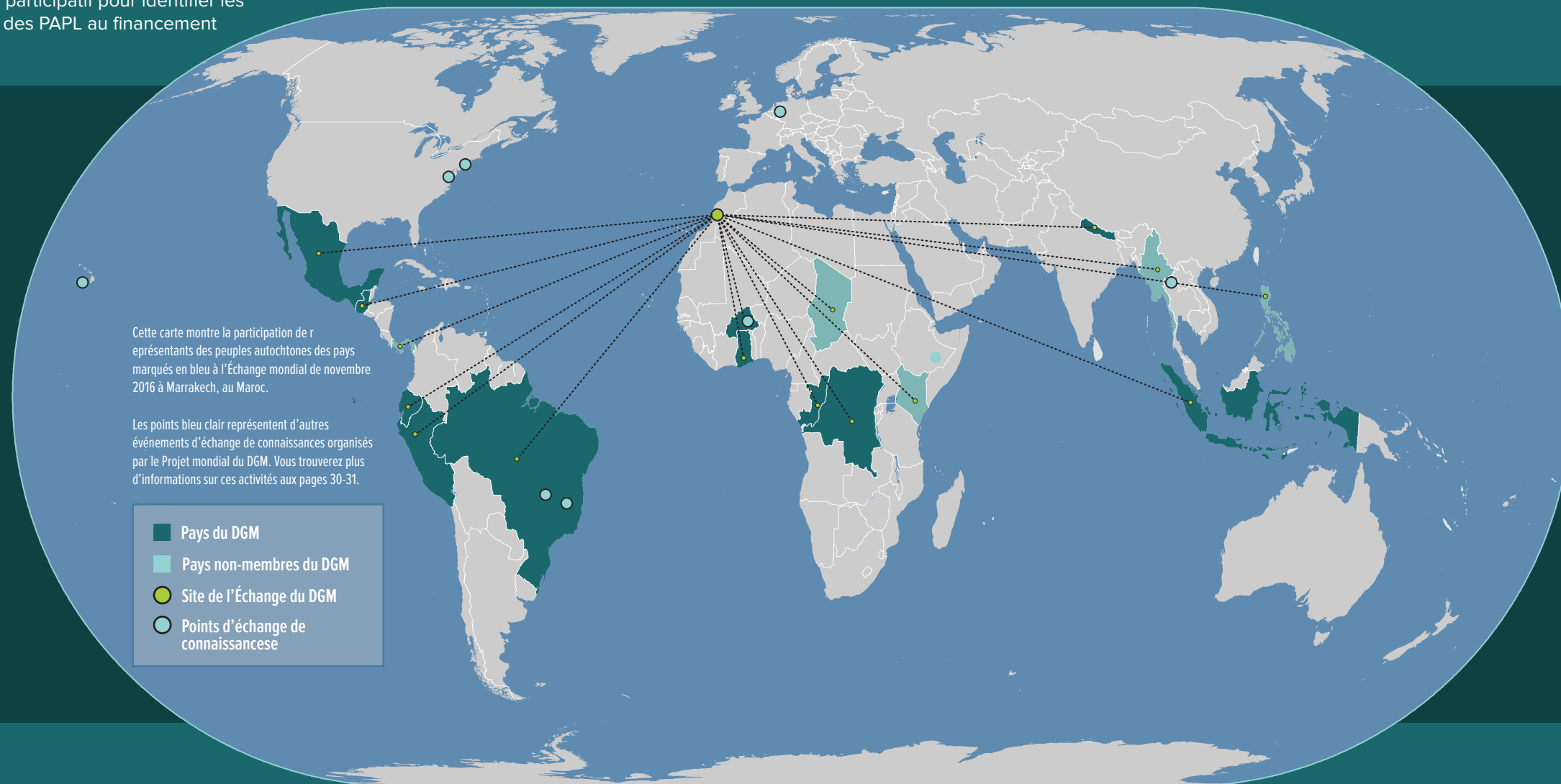
Participants de PAPL à l'Échange mondial du DGM

16

Pays avec des PAPL participant à l'échange

17

Participants à l'échange restés à Marrakech pour participer à la COP22



## PROJET MONDIAL

100+

Dirigeants des PAPL ayant participé à la première année d'échanges du DGM

70+

Organisations de PAPL renforcées au travers de la participation aux échanges

29 %

De participation de femmes aux Échanges du DGM



## Les peuples autochtones et le Fonds vert pour le climat

Stanley Kimaren Riamit présente un aperçu de la politique sur les peuples autochtones du Fonds vert pour le climat au cours de l'Échange mondial du DGM de novembre 2016.



## Plate-forme des communautés locales et des peuples autochtones

Grace Balawag, co-présidente du GSC du DGM, a contribué à l'animation d'un dialogue informel sur la Plate-forme des communautés locales et des peuples autochtones au cours des négociations de la SB46 de la CCNUCC, qui se sont tenues à Bonn, en Allemagne.





**1** Juillet 2016 – Échange régional Afrique : Ouagadougou, Burkina Faso (Détails en page 8). Crédit photo : Projet mondial du DGM



**3** Novembre 2016 – Échange mondial : Marrakech, Maroc (Détails à la page 28). Crédit photo : Projet mondial du DGM



**5** Février 2017 – Échange régional Asie : Chiang Mai, Thaïlande (Détails à la page 16). Crédit photo : Projet mondial du DGM



**2** Septembre 2016 - Congrès mondial de la nature de l'UICN : Les représentants du DGM ont participé au Congrès mondial de la nature, qui est organisé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) tous les quatre ans. Crédit photo : Projet mondial du DGM



**4** Novembre 2016 – COP22 : James Close, directeur chargé des changements climatiques au Groupe Banque mondiale, participe à un événement parallèle avec des membres du GSC du DGM au Pavillon des peuples autochtones à la COP22. Crédit photo : Luis Barquin



**6** Avril 2017 - Réunion du GSC : Les dix membres du Comité de pilotage international organisent leur troisième réunion annuelle à Brasilia pour discuter des progrès réalisés et des prochaines étapes du programme du DGM. Sur la photo, les nouveaux co-présidents du GSC, Idrissa Zeba (au centre, à gauche) et Mina Setra (au centre, à droite), et les co-présidents sortants, Grace Balawag (à l'extrême gauche) et Kapupu Diwa (à l'extrême droite). Crédit photo : Johnson Cerda



**9** Juin 2017 – Les membres des agences d'exécution du DGM se sont réunis au siège de Conservation International à Arlington, en Virginie, pour promouvoir la coordination et améliorer les communications entre les projets du DGM. Crédit photo : Projet mondial du DGM



**7** Avril 2017 - UNPFII : Des représentants du GSC et des NSC du DGM se sont rendus à New York pour représenter leurs communautés et le programme du DGM à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII). Crédit photo : Luis Barquin



**8** Mai 2017 – SB46 : Les représentants du DGM à la 46e Conférence des organes subsidiaires de la CCNUCC (SB46) ont co-animé un événement parallèle avec le Coordinateur des organisations autochtones du bassin amazonien (COICA). Crédit photo : Projet mondial du DGM



**10** Juin 2017 – Échange Amérique latine (Détails en page 20). Crédit photo : Luis Barquin

2016

2017





# SITUATION FINANCIÈRE DU DGM

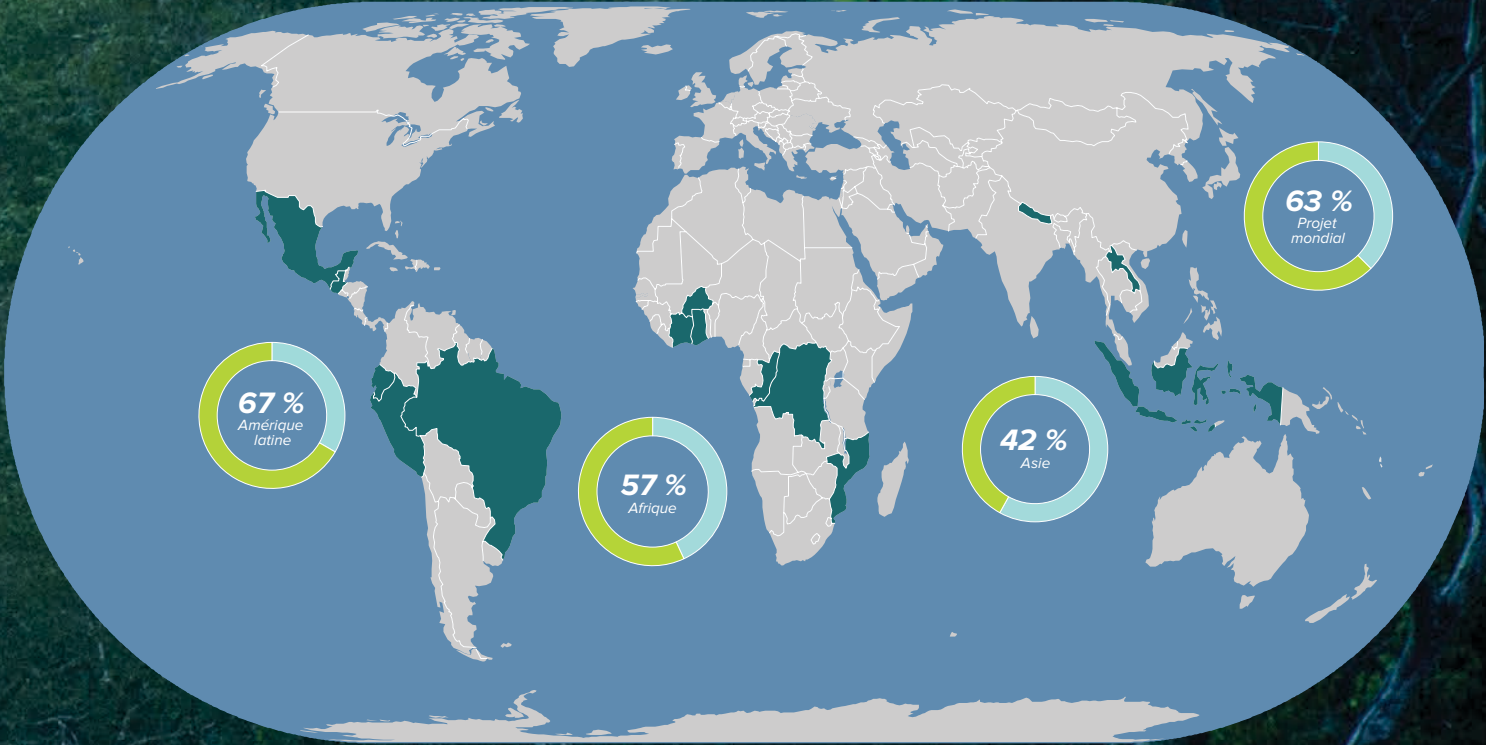
## FINANCEMENT NOUVELLEMENT APPROUVÉ

JUILLET 2016 – JUIN 2017

PROJET	FINANCEMENT (MILLIONS USD)	APPROBATION DU SOUS-COMITÉ DU FIP	APPROBATION DE LA BANQUE MONDIALE
DGM MOZAMBIQUE	0,385	22.08.2016	NE S'APPLIQUE PAS
DGM GHANA	5,500	12.09.2016	26.04.2017
DGM CÔTE D'IVOIRE	0,409	15.12.2016	NE S'APPLIQUE PAS
DGM INDONÉSIE	6,325	30.12.2016	16.03.2017
DGM MEXIQUE	6,000	22.05.2017	EN ATTENTE

## FINANCEMENT DGM APPROUVÉ PAR RÉGION

(EN POURCENTAGE DU FINANCEMENT DGM ALLOUÉ)



# PERSPECTIVES D'AVENIR

Toute l'équipe du DGM est très enthousiaste à l'idée de démarrer une nouvelle année passionnante, maintenant que plus de la moitié des fonds alloués au programme ont été approuvés et qu'au moins trois nouveaux projets nationaux devraient démarrer leur mise en œuvre au cours de l'année à venir. À mesure que ces nouveaux projets nationaux démarreront, ils auront l'avantage de pouvoir suivre l'exemple des projets nationaux qui les ont précédés. Les projets nationaux plus expérimentés vont aussi continuer à se développer au cours de l'année à venir. Certains d'entre eux vont d'ailleurs déjà lancer leur deuxième appel à propositions de sous-projets. Avec le leadership des comités de pilotage du DGM, et la coordination et le soutien de ses agences d'exécution, le programme va continuer de renforcer ses mécanismes de résolution des différends et ses cadres de suivi et de notification afin que le DGM continue à travailler en toute transparence et à rendre des comptes aux parties prenantes en permanence.

Les premiers progrès et résultats du DGM commencent à montrer que ce modèle visant l'accès direct des PAPL au financement climatique est efficace et devrait être reproduit et amplifié. Comme les PAPL continuent de démontrer les résultats positifs entraînés par leur collaboration avec les gouvernements et les acteurs non étatiques pour atteindre des objectifs communs, l'influence du DGM ne peut que prendre de l'ampleur. Avec un soutien approprié, le DGM est en mesure de libérer le potentiel des PAPL à renforcer leur rôle dans l'élaboration des contributions nationales déterminées au niveau national, qui sont au cœur des efforts mondiaux visant à respecter les engagements énoncés dans l'Accord de Paris.

# COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL

## BRÉSIL

M. João Nonoy Krikati

## BURKINA FASO

M. Idrissa Zeba  
Coprésident, 2017-2019

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

M. Kapupu Diwa Mutimanwa  
Coprésident, 2015-2017

## GHANA

M. Hayford Duodu

## INDONÉSIE

Mme Mina setra  
Coprésidente, 2017-2019

## MEXIQUE

M. Manuel Aldrete

## MOZAMBIQUE

M. Daniel Maúla

## PÉROU

représentants en alternance :  
Mme Marilen Puquio Arturo  
M. Jamner Manihuari Curitima

## RÉPUBLIQUE DU CONGO

M. Guy Moussele-Diseke


## PAYS NON MEMBRES DU FIP

Mme Grace Balawag  
Coprésidente, 2015-2017



Contacter le Mécanisme spécial de dons en faveur des  
peuples autochtones et des populations locales :

 [dgmglobal.org](http://dgmglobal.org)

 [@dgmglobalproject](https://www.facebook.com/dgmglobalproject)

 [@dgm\\_global](https://twitter.com/dgm_global)

 [dgmglobal@conservation.org](mailto:dgmglobal@conservation.org)

À propos de la photo de  
**couverture** : Des enfants d'une  
communauté locale de la région  
ouest du Ghana partagent une  
papaye cultivée dans leur forêt  
locale. Crédit photo : Patricia  
Dunne

